

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU THOUREIL**

Nombre de Conseillers

En exercice : 11

Présents : 9

Votants : 10

L'an deux mil onze le premier février à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni, au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LERMITE, Maire.

Date de convocation

24 janvier 2011

Présents : Mesdames LELIEVRE – LUCAS - RIBADOUX - VALLEE
Messieurs CHALAIN - GAULTIER – LEMASSON – SIRE

Délibération n°10-07

Absents excusés : Monsieur BRUNETIERE - Monsieur BOUEVIN qui a donné pouvoir à Monsieur SIRE

Secrétaire de séance : Mme RIBADOUX

**ENGAGEMENT
DE LA
PROCEDURE DU
PLAN LOCAL
D'URBANISME**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la loi du 13 décembre 2000 sur la solidarité et le renouvellement urbain (loi SRU) modifie le code de l'urbanisme et notamment les dispositions relatives aux POS qui deviennent des PLU (Plans Locaux D'Urbanisme). Il expose que le plan d'occupation des sols tel qu'il a été approuvé le 4 décembre 2000 ne correspond plus aux exigences actuelles de l'aménagement spatial de la commune. Qu'il est nécessaire, dans le respect des dispositions de la loi SRU, de définir un projet d'aménagement et de développement durable qui réponde aux besoins de la commune et aux objectifs qu'elle se donne.

Il propose au conseil municipal :

- d'engager une procédure de révision du plan d'occupation des sols en plan local d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal.
- de fixer les modalités de la concertation prévue à l'article L300-2 du code de l'urbanisme.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à 1 voix contre et 9 voix pour :

- 1) Conformément aux dispositions de l'article L.123-13 du code de l'urbanisme, de prescrire la révision sur l'ensemble du territoire communal du plan d'occupation des sols devenu plan local d'urbanisme et d'en préciser les objectifs qui seront les suivants :
 - préserver le caractère rural de la commune en maintenant une dominante des espaces agricoles et boisés
 - limiter l'étalement urbain
 - valoriser le patrimoine bâti ancien



- maintenir une population au dessous de 500 habitants, un équilibre des tranches d'âge et une mixité sociale grâce à des possibilités de constructions nouvelles et de rénovation d'habitations vacantes ou insalubres
 - développer si possible, à défaut maintenir le commerce et l'artisanat afin de bénéficier d'une activité économique indispensable à la vie de la commune.
- 2) D'associer l'Etat à l'étude du projet de PLU, ainsi que les personnes publiques autres que l'Etat, prévues aux articles L.121-4 et L.123-8 du code de l'urbanisme, qui en auront fait la demande au cours de l'élaboration dudit projet.
- 3) Que les modalités de concertation seront les suivantes :
- affichage des décisions constituant les étapes majeures de la procédure à la mairie
 - registre à la disposition du public pour remarques et commentaires tout au long de la procédure à la mairie
 - réunions publiques : présentation du diagnostic, présentation du projet (objectifs), présentation du plan arrêté
 - Information dans la presse
- 4) De donner autorisation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention qui serait nécessaire à l'intervention d'un bureau d'études compétant
- 5) De solliciter l'Etat conformément au décret n°83.1122 du 22 décembre 1983 qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels (et études) nécessaire à la révision PLU.
- 6) Que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du PLU seront inscrites au budget de l'exercice considéré (chapitre 20 article 202).

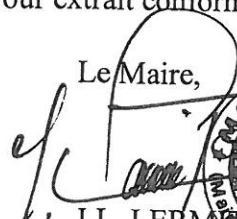
Conformément à l'article L.123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au sous-préfet,
- aux présidents du Conseil régional et du Conseil général,
- aux présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre des métiers et de la chambre d'agriculture,
- au président du Parc Naturel Régional Loire Anjou Touraine,
- au président de la communauté de communes du Gennois,
- au président du SCOT du Saumurois.

Conformément aux dispositions des articles R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet :

- d'un affichage en mairie pendant toute la durée du projet,
- d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Pour extrait conforme,

Le Maire,

J.L. LERMEY



Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Sous-
Préfecture, le
Et publication ou
Notification du